

indignes nationaux, sauf exceptions [4 décembre 1950] (p. 8507); — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [30 novembre 1950] (p. 8355, 8356) ; Article unique : *Son contre-projet tendant à réviser de nombreux articles de la Constitution* (p. 8363); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Disjonction des articles 2 à 5* [16 décembre 1950] (p. 9242, 9243). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Sa demande d'organisation du débat sur la réforme électorale*) [19 décembre 1950] (p. 9294). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Question préalable posée par M. Boulet* [21 décembre 1950] (p. 9421); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour la reprise texte voté en 1^{re} lecture (Ses observations sur le point de vue du Conseil de la République, le nombre de divisions effectivement créés, la vente de rails en Chine)* [8 janvier 1951] (p. 287, 288, 289, 290, 291); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Retrait de l'ordre du jour proposé par la Conférence des présidents* [25 janvier 1951] (p. 365); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 février 1951] (p. 946, 947); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Palewski tendant à accorder une majoration aux vieux ayant besoin d'une tierce personne salariée* [9 février 1951] (p. 1000); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Barrachin tendant à prévoir le scrutin de liste majoritaire à deux tours* [23 février 1951] (p. 1520, 1521); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Défauts de la loi électorale, vices de l'appareillement)* [7 mai 1951] (p. 4787, 4788, 4789). = S'excuse de son absence [6 février 1947] (p. 188), [10 juin 1947] (p. 2000), [7 juillet 1947] (p. 2772), [28 novembre 1950] (p. 8234). = **Obtient des congés** [6 février 1947] (p. 188), [10 juin 1947] (p. 2000), [7 juillet 1947] (p. 2772), [28 novembre 1950] (p. 8234).

CARON (M. Paul), *Député du Pas-de-Calais (1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [8 novembre 1949] (p. 6002); — de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); — de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (Ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 30 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser la répartition des sons et issues de meunerie, **n° 1510**. — Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une permission agricole d'une durée de vingt jours aux soldats cultivateurs de la classe 1947 et un congé libérable de la même durée aux soldats cultivateurs de la classe 1946 (2^e contingent), **n° 2099**. — Le 30 décembre 1948, une proposition de loi tendant à détaxer les combustibles liquides employés en agriculture, **n° 5997**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder au crédit agricole mutuel les moyens nécessaires pour élever le plafond des prêts à long et moyen terme aux agriculteurs, **n° 8445**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son amendement tendant à fixer le prélèvement subi par les agriculteurs au montant de l'impôt sur les bénéfices agricoles de l'exploitation en 1947* [22 janvier 1947] (p. 6130); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949; Art. 37 bis : *Son amendement tendant à amnistier fiscalement les prisonniers, déportés, anciens combattants, veuves et orphelins*

de guerre [31 décembre 1948] (p. 8264); — du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, relatif aux Comptes spéciaux du Trésor; Art. 37 septièm : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1362); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 1365); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Discussion générale* [8 décembre 1949] (p. 6688) — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur les prix agricoles*) [31 janvier 1950] (p. 836). — Dépose une demande d'interpellation sur la suppression de l'alcool de betterave pour la campagne 1950 [16 février 1950] (p. 1124); la développe [31 mars 1950] (p. 2735, 2736). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Suite du débat sur les prix agricoles*) [21 février 1950] (p. 1280). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur le prix de la chicorée et de la betterave, l'importance nationale de l'alcool de betterave, les prix agricoles français trop élevés par rapport aux cours mondiaux)* [23 février 1950] (p. 1383, 1384, 1385); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1623). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fixation du prix du blé de la campagne 1950 [23 mai 1950] (p. 3794); — sur la fixation du prix du blé en 1950 [17 octobre 1950] (p. 6919); la développe (*Ses observations sur le prix des engrais*) [7 décembre 1950] (p. 8773, 8774, 8775). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7381, 7382). — Dépose une demande d'interpellation sur la prime de 100 francs par quintal que le Gouvernement doit accorder aux producteurs de blé et la fixation du prix du lait [12 avril 1951] (p. 3203). = S'excuse de son absence [10 juin 1947] (p. 2000).

CARTIER (M. Gilbert), *Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commis-

sion de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des affaires étrangères [29 mai 1947] (p. 1783); de la Commission des affaires économiques [30 juin 1947] (p. 2548), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de l'intérieur [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34) Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

Dépôts :

Le 17 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux, n° 148. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 24 concernant l'assurance maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa dixième session tenue à Genève le 15 juin 1927, n° 2062. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 17 concernant la réparation des accidents du travail adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 7^e session tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925, n° 2063. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 42 concernant la réparation des maladies professionnelles, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 18^e session tenue à Genève le 21 juin 1934, n° 2064. — Le 1^{er} mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales, n° 6621. — Le 16 juin 1950, une proposition